Extrait du Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

https://pierrealainmillet.fr/Une-politique-energetique-pour-qui

Le débat sur la transition énergétique

Une politique énergétique pour qui ?

- DHD -

Date de mise en ligne : dimanche 14 juillet 2013

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Ayant participé à plusieurs rencontres du débat sur la transition énergétique, il me parait utile de faire connaitre la position d'une association indépendante de tous les lobbies qui ont marqué ce débat. Car le flou des objectifs, entre urgence climatique et réduction du nucléaire, mix énergétique proposé dans le programme du président et sortie du nucléaire, a piégé les participants à ce débat, et donc les citoyens, dans une opposition idéologique entre la solution miracle de l'énergie verte qui a réponse à tout, et la solution robuste du gaz pour tous qui génère de grands profits pour quelques uns, la question du nucléaire étant réglée entre les experts sans que jamais le débat de fonds n'ait lieu...

Le résultat est que l'enjeu économique, celui du coût de l'énergie, et donc du droit à l'énergie a été passé sous silence. A l'exemple de l'Allemagne dont le surcoût énergétique des renouvelables va dépasser 50Euros/Mwh tout en augmentant fortement ses émissions de gaz à effet de serre, c'est une véritable casse du service public qui garantissait l'énergie la moins chère, la plus propre et la plus sûre du monde qu'organisent les tenants d'une "transition énergétique" qui n'a jamais dit ses vrais objectifs.

On se rappelle que l'accord PS-Verts aux législatives était un échange entre un nombre de sièges de députés contre un nombre de centrales nucléaires à stopper, c'est ce type d'accord politicien qui se joue dans les oppositions de façade du débat sur la transition énergétique, et on peut déja dire qui seront les gagnents et les perdants.

- **les grands gagnants seront l'industrie du gaz et le groupe Suez qui se prépare à réimposer la fracturation hydraulique à terme...**
- **les grands perdants seront le service public et ses usagers qui perdront le prix bas, la péréquation tarifaire, la qualité de service, la transparence...**

Il est urgent de réorienter le débat sur la transition en affichant un double objectif central

- **la réduction des émissions de gaz à effet de serre et donc de décider que le critère premier pour évaluer toute décision est le coût de la tonne de carbone évitée...**
- **l'affirmation d'un droit à une énergie propre, décarbonée, efficace et accessible basé sur un grand service public démocratisé et transparent, sortant l'énergie des logiques de marché et de profit.**

Le communiqué et les études de Sauvons le climat sont alors des éléments de connaissance très utiles...

Regards de Sauvons le Climat sur les rapports des sept Groupes de Travail du Débat National sur la Transition Energétique

Le Débat National sur la Transition Energétique entre dans une phase décisive, celle où les travaux des différents groupes de travail vont faire l'objet d'une synthèse débouchant sur des propositions.

Sauvons le Climat, association comprenant de nombreux experts travaillant sur la problématique climat-énergie et

ayant une expérience de terrain, n'a pas été retenue pour participer au collège des associations. Elle est donc à même de porter un regard extérieur sur le résultat tel qu'il s'exprime au travers des sept rapports publiés par les groupes de travail.

SLC note d'abord que le **débat a été faussé** par la fixation d'un objectif de réduction à 50% du nucléaire dans le mix électrique en 2025, sans examen de la façon dont un tel objectif pouvait être atteint. De plus, les scénariosprésentés n'ont pas été traités avec l'équité voulue, deux des scénarios, celui de l'ADEME et NEGAWATT, ayant bénéficié d'une surreprésentation au sein du CNTE.

L'efficacité économique est restée p**ratiquement absente** du débat, sauf sous forme d'affirmations peu étayées. C'est pourtant la première préoccupation exprimée par les citoyens invités au débat !

SLC souscrit pleinement à cet objectif de simplification administrative que l'on retrouve en plusieurs endroits des rapports, en vue d'un c**adre réglementaire simple, lisible, stable, proportionné et cohérent avec les objectifs fixés**, une simplification qui bien entendu doit bénéficier à toutes les filières de façon équitable.

La non publication des notes d'experts ayant justifié les prises de position des GT ne permet pas d'apprécier la référence faite par les GT à des sujets comme l**e foisonnement des EnRs à l'échelle européenne** ou la place accordée à la **RT 2012**, alors que, dans un cas comme dans l'autre, des clarifications auraient été nécessaires.

Le travail entrepris manque cruellement **d'analyses préalable**s de nature à éclairer le débat. C'est le cas notamment (i) des expériences de pays qui, comme la RFA, font pour certains figure de pionnier en matière de transition (le surcoût dû aux EnRs devrait y dépasser 53 Euros/MWh en 2013 - contre 7Euros/MWh en France) ou (ii) de la politique conduite à Bruxelles.

C'est pourtant Peter Altmaier, ministre allemand de l'environnement, qui nous dit : ***la plus grave erreur que nous avons commise fut de financer les renouvelables à guichet ouvert*** , (en d'autres termes, l'obligation d'achat). On ne saurait être plus clair. Philip Lowe, ancien directeur général de l'énergie à la Commission, ne dit pas autre chose.

Pour SLC, le coût du carbone évité doit être le déterminant essentiel des décisions d'investissements, notamment dans ces deux secteurs que sont le bâtiment et les transports

SLC appelle à la prudence face à un rééquilibrage du mix énergétique en faveur de sources d'énergie, certes séduisantes, mais qui n'en sont encore qu'au stade du laboratoire ou ont un coût exorbitant pour la communauté. Il rappelle la nécessité de rééquilibrer les subventions aux EnRs en faveur des énergies thermiques.

S'agissant enfin de l'**évolution du parc nucléaire françai**s, les décisions devraient être fondées sur des critères économiques chiffrés, sur les impacts industriels et sociaux et sur le respect rigoureux des décisions de l'Autorité de sûreté.

SLC conclut ces brèves remarques en reprenant pleinement à son compte la conclusion des auteurs du GT3 :

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

Compte tenu des délais impartis au GT pour mener ses travaux, il (le GT3) considère qu'il n'a pas épuisé la problématique de l'intégration des EnRs aux réseaux et recommande que les réflexions sur cette question soient poursuivies, au-delà des présents travaux du GT.

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet

Ce à quoi on pourrait ajouter : « dans la transparence » c'est à dire en mettant à la disposition du public les notes d'experts.

* * *

Ces différents points sont développés dans l'étude "Regards de SLC sur les rapports des 7 Groupes de Travail du Débat National sur la Transition Energétique" que l'on trouvera sur le site www.sauvonsleclimat.org

Post-scriptum :

Le collectif « Sauvons le Climat », association agréée fondée en 2005, regroupe plus de 30.000 membres, directement et à travers les associations partenaires. Indépendant de tout groupe de pression ou parti politique, « Sauvons le Climat » a pour ambition d'informer nos concitoyens sur les problèmes relatifs au réchauffement climatique et sur les solutions proposées pour le limiter au moindre coût.

Ses travaux prennent en compte les trois piliers - environnemental, économique et social - du développement durable. Ils sont réalisés sous le contrôle d'un Comité Scientifique composé de personnalités de haut rang, présidé par Michel Petit, ancien responsable du groupe français d'experts au GIEC.

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet